

# Algérie : mais pourquoi le tourisme ne décolle-t-il pas ? –

Journal le Point

Article de *Hadjer Guenanfa*

Publié le 28/10/2018

Lien : [https://www.lepoint.fr/economie/algerie-mais-pourquoi-le-tourisme-ne-decolle-t-il-pas-28-10-2018-2266709\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/algerie-mais-pourquoi-le-tourisme-ne-decolle-t-il-pas-28-10-2018-2266709_28.php)

Un littoral de plus de 1 600 kilomètres, une cité antique (Djemila) dans les Hauts Plateaux à Sétif, un époustouflant canyon (Ghoufi) dans les Aurès, des ksours dans la Vallée du M'zab, le majestueux mont d'Assekrem à Tamanrasset, les gravures rupestres (Tassili n'Ajjer) à Djanet dans le grand sud... À première vue, l'Algérie dispose de richesses inestimables qui peuvent séduire les touristes du monde entier. Pourtant, ces derniers ne se bousculent pas pour visiter le pays. Les quelques chiffres annoncés de temps à autre par les cadres du secteur donnent une idée de l'ampleur du retard accusé dans le développement de cette activité.

## **Pas plus de 3 000 touristes par an depuis vingt ans...**

En 2017, les recettes liées au tourisme en Algérie ont été estimées à 300 millions de dollars, soit 1,4 % du PIB. Le nombre des étrangers venus visiter le pays durant la même année ? « Le ministère du Tourisme se complaît à déclarer des statistiques sur la base des données prélevées sur les fiches de police des entrées aux frontières. Il annonce ainsi entre deux millions trois cent mille à deux millions sept cent mille touristes par an », indique Saïd Boukhelifa, président du Syndicat national des agences de voyages et expert en tourisme. Ce chiffre inclut plus d'un million de nationaux résidant à l'étranger « qui reviennent en Algérie pour des visites familiales » et d'autres travailleurs étrangers, selon notre interlocuteur. « Même des exilés syriens sont comptabilisés. En même temps, nous n'avons pas les statistiques des étrangers résidents et non-résidents en Algérie par hôtel ou par région », regrette-t-il. En 2018, le nombre de touristes venus en Algérie à travers des agences de voyages, n'a pas dépassé les 2 000, selon cet expert. « En fait, le nombre de touristes n'a pas dépassé les 3 000 par an au cours des vingt dernières années », poursuit Saïd Boukhelifa qui prépare un ouvrage sur l'histoire du tourisme algérien de 1962 à 2018.



© AFP/Jack Jackson

### **... malgré la réaffirmation régulière d'une volonté de changer les choses**

Depuis au moins quatre ans, les responsables qui se sont succédé à la tête du ministère du Tourisme ne cessent de réaffirmer la volonté des pouvoirs publics de relancer le secteur pour le développement et la diversification d'une économie trop dépendante des hydrocarbures. Abdelkader Benmessaoud s'est prêté à cet exercice le 17 octobre dernier lors de la 19e édition du Salon international du tourisme et des voyages (Sitev). Le ministre a ainsi appelé « au renforcement et à la promotion de l'Algérie comme destination touristique à travers la diversification des programmes et l'organisation des voyages d'exploration aux différentes régions du pays ».

Mais, dans le secteur, les professionnels croient de moins en moins à ce genre de discours. Ils ne voient pas une véritable prise de conscience.

« C'est qu'il n'y en a pas », indique le président du syndicat national des agences de voyages. « Il y a cinq ans de cela, le président Bouteflika donnait instruction à son Premier ministre, Abdelmalek Sellal, de réanimer le secteur de l'agriculture et celui du tourisme. Six mois après, le ministère du Tourisme devient un département rattaché au ministère de l'Environnement dans le cadre d'un remaniement », relate-t-il. Au cours de ces dernières années, le budget alloué à ce département ministériel a été également revu à la baisse, selon lui.



### **La faute aux hydrocarbures**

De 4 289 735 000 dinars en 2012, le budget du département est passé à 3 157 141 000 dinars dans le cadre de la loi de finances pour 2018. « Les décideurs négligent ce secteur depuis trente ans », avance Said Boukhelifa. Comment explique-t-il ce paradoxe dans un pays aux potentialités incontestables ? « Les hydrocarbures », répond-il. « On pense pouvoir relancer le tourisme quand on en aura besoin. Sauf qu'une destination touristique se construit ou se reconstruit dans la durée et pas avec une baguette magique. Résultat : l'Algérie est pratiquement inexistante sur la carte touristique mondiale aujourd'hui », explique l'expert en tourisme. En attendant un électrochoc, de nombreux problèmes continuent à ronger le secteur.

### **Un déficit de promotion et des difficultés à obtenir un visa**

Confrontée à une forte concurrence dans le bassin méditerranéen, l'Algérie souffre d'un véritable problème de promotion. Pour se renseigner sur la destination, les étrangers désirant visiter le pays ont le choix entre les pages Facebook de certains opérateurs et les sites de certaines institutions publiques, dont celui du ministère du Tourisme décliné en deux langues seulement, arabe et français. « Le site du ministère du Tourisme est frappé par une indigence, celui de l'Office national algérien de tourisme (Onat), la même chose. Nos sites, nos portails, sont très loin par rapport à la concurrence dans le bassin méditerranéen. Le site de la Tunisie est en quatre langues. Visit marocco est décliné en onze langues », note Said Boukhelifa.

« Au moment où les offices de tourisme étrangers mettent en place des applications pour que vous puissiez recevoir régulièrement des informations, chez nous, les 48 directions de tourisme de wilaya ne disposent même pas de portails ! L'e-tourisme est encore négligé en Algérie aujourd'hui », s'indigne Saïd Boukhelifa. À l'absence de véritable promotion de la destination s'ajoutent les difficultés rencontrées par de nombreux voyageurs pour l'obtention du visa algérien, particulièrement ceux qui choisissent de ne pas solliciter des agences de voyages. « Ils leur disent qu'il faut une invitation de l'agence de voyages qui va vous encadrer par un guide, etc. », précise notre expert en tourisme.



## **Infrastructures déficientes, aménagement inadapté**

Mais une promotion plus vigoureuse et une plus grande souplesse dans l'octroi des visas aux touristes ne transformeront pas le pays en un eldorado pour les visiteurs étrangers. La disponibilité et l'état des infrastructures touristiques constituent un point noir pour tous les professionnels du secteur. « Nous avons seulement 50 000 lits en bord de mer. », rappelle Said Boukhelifa. Au total, l'Algérie compte un peu plus de 110 000 lits. Pour remédier à la situation, les autorités ont accordé des agréments à plus de deux mille projets de réalisation d'infrastructures hôtelières. Ils devraient aboutir à la création de quelque 270 000 lits, selon Mohamed Sofiane Zbour, cadre au ministère du Tourisme.

Propriétaire d'une maison d'hôtes dans le Sud, Salim voulait se lancer dans un deuxième investissement dans la région avant de changer d'avis. « Les projets d'aménagement de zones touristiques promus par l'État au sud sont inadaptés. Quand on voit la zone aménagée, on sort de l'esprit même du tourisme saharien », estime cet opérateur qui souhaite rester anonyme. Pour lui, l'État ne doit pas contraindre les investissements et les idées. « L'État n'a pas à décider de la configuration même des infrastructures hôtelières et résidentielles. Le rôle de l'État est d'offrir le cadre idoine dans lequel les opérateurs sont libres de donner libre cours à leurs idées », dit-il.

## **La sécurité en question**

En plus du manque des infrastructures, les plages ne sont pas nombreuses et peuvent être parfois bien dangereuses. « Sur les 1 600 kilomètres de côtes, nous avons un tiers de terres agricoles, un tiers de criques rocheuses et un tiers de plages sablonneuses. Finalement, on n'arrive même pas à satisfaire la demande locale. Nos plages sont mal entretenues aussi », dit-il. L'été dernier, quatre personnes ont été tuées en bord de mer, rappelle Said Boukhelifa. « Il y a des meurtres dans les pays méditerranéens, mais cela se passe dans les cabarets, à la sortie des discothèques mais pas au niveau des plages », relève-t-il. C'est aussi pour des raisons de sécurité que certains sites, parmi les plus convoités en Algérie, demeurent fermés aux étrangers.



© Ethel Davies

« Actuellement, les étrangers sont attirés par le tourisme saharien dans notre pays. Sauf que tout le Hoggar est fermé malheureusement pour des problèmes sécuritaires », souligne le président du syndicat des agences de voyages. En effet, au cours des déplacements, les touristes étrangers sont également encadrés par un dispositif spécial. « Je trouve cela normal en tant qu'opérateur. Mais je pense qu'il est plus intéressant de sécuriser un

périmètre déterminé au lieu de sécuriser un groupe. En voyant le dispositif autour de lui, le touriste ne se sent pas forcément en sécurité », explique le responsable de la maison d'hôtes.

### **Une destination pas compétitive du point de vue du coût**

Et malgré la qualité des services proposés et la baisse de la valeur du dinar, l'Algérie demeure aussi parmi les destinations les plus coûteuses au Maghreb. « Prenons le transport. Le coût d'un voyage Paris-Ghardaïa ou vers Tamanrasset est juste énorme. Une fois au sud, le transport est également cher », développe la même source. « Nous n'avons pas de produit attractif. Un séjour en bord de mer coûte dans les 50 000 dinars la semaine en demi-pension (près de 400 euros) », souligne Said Boukhelifa qui ajoute : « Depuis vingt ans, nous sommes classés en dernière position avec le Liban qui est victime de la guerre. »

### **Décision politique et décennie noire ont eu raison du tourisme international**

L'Algérie a tourné le dos au tourisme international au début des années 1980 au moment où le pays jouissait d'une hausse exceptionnelle des prix des hydrocarbures.

« Lors d'un comité central organisé en 1980, le FLN a estimé que nous devions arrêter le tourisme international et s'occuper du tourisme domestique en faveur des nationaux puisque nous avons beaucoup de recettes en devises grâce aux hydrocarbures », se souvient Said Boukhelifa qui travaillait alors dans une entreprise étatique, Altour (Algérie tourisme). « Ils nous avaient demandé d'arrêter. Nous n'avons pas reconduit donc les contrats des tour-opérateurs qui désiraient renouveler. Nous sommes le seul pays à l'avoir fait au niveau du bassin méditerranéen », poursuit l'expert en tourisme.



Durant ce comité central, le FLN a également estimé que les touristes étrangers « ne ramèneraient pas que du bien au pays ou que des devises », selon notre interlocuteur. On a ajouté que ces étrangers « altèraient nos traditions, nos coutumes ». « C'est malheureux car tous les pays reçoivent des touristes étrangers sans raisonner de la même manière », commente-t-il. L'embellie n'a pas duré longtemps. Le choc pétrolier de 1986 suivi par les émeutes et la crise politique de 1988 ont contraint le pays à recourir quelques années plus tard au Fonds monétaire internationale (FMI). Et la décennie noire du terrorisme a fini par l'isoler complètement.

« Les dix années sanglantes ont achevé notre tourisme qui déclinait à la suite de cette malheureuse décision [du FLN, NDLR] d'arrêter le tourisme réceptif », souligne-t-il.

### **... qui a besoin de plus que d'annonces**

Les annonces faites par la suite concernant la relance de ce secteur sont restées des vœux pieux. « On dit qu'on va reprendre. Mais c'est toujours des décisions hésitantes. En fait, on a décidé de relancer mais sans (grandes) convictions. Il n'y a plus de volonté politique. Quand on parle de volonté, il y a huit ou dix ministères qui doivent s'impliquer. Aujourd'hui, le ministère du Tourisme est isolé », regrette Saïd Boukhelifa. Le problème ne relève pas de la seule responsabilité du ministre du Tourisme, insiste Salim, propriétaire de la maison d'hôtes. La stratégie mise en place n'est pas à même de garantir la promotion du secteur touristique, selon lui. « Le ministère du Tourisme seul ne peut pas et n'a pas les moyens de mener à bien la mission de développer le secteur. C'est tout l'environnement touristique qui pose problème : les infrastructures, le transport, la

logistique, la cherté des transports, etc. Autrement dit, il faudrait approcher le problème autrement », insiste notre interlocuteur. « En dehors du secteur touristique, c'est la mise en place d'une stratégie économique qui s'impose », résume l'opérateur.